



CRISE TCHADIENNE

La CEEAC exprime son soutien à la transition au Tchad

A l'issue de la deuxième session extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) tenue hier à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), les participants ont

désigné le président de la RDC et président en exercice de la CEEAC, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo facilitateur dans le processus de transition au Tchad.

La conférence a, en outre, exhorté les partenaires

multilatéraux et bilatéraux du Tchad, particulièrement l'Organisation des Nations unies et l'Union africaine à maintenir et renforcer leur appui diplomatique, financier, matériel et technique nécessaire au processus de transition dans ce pays.



Une vue de la Centrale électrique de Djeno crédit photo «DR»

ELECTRICITÉ

Aksa Energy va fournir 50 MW supplémentaires

La société Aksa Energy Congo, basée à la Centrale électrique de Djéno, à Pointe-Noire, se dit prête à fournir 50 mégawatts supplémentaires sur le réseau électrique du Congo dès le lancement des deux turbines.

A l'issue d'une visite conjointe des installations élec-

triques en cours de finition par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, et le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, le 24 octobre, la délégation a constaté que tout sera fin prêt dans les prochains jours.

Page 15

SANTÉ

Des hématologues édifiés sur deux maladies héréditaires



Des médecins en formation / Adiac

Le personnel de santé des centres hospitaliers, spécialisé dans le suivi et le traitement des maladies de sang, la drépanocytose et l'hémophilie, a été édifié sur le traitement des deux pathologies, hier à Brazzaville. La formation visait également à renforcer leurs connaissances sur ces maladies en vue d'améliorer leurs com-

pétences dans la perspective d'une meilleure prise en charge. Selon le Pr Olivia Galiba Atipo Tsiba, il s'agissait aussi de les sensibiliser aux pathologies qui pourront leur être enseignées au cours de leurs études supérieures en médecine.

Page 5

DISPARITION

Décès en France de Joséphine Moutou-Bayonne

La sénatrice et membre du Parti congolais du travail (PCT), Joséphine Moutou-Bayonne, est décédée le 24 octobre à Paris, en France, à l'âge de 93 ans, des suites d'une maladie. Native du département des Plateaux, elle était entrée au Sénat en 2002 et siégeait comme membre de la Commission économie et finances de la chambre haute du Parlement. Elle a dirigé de 1974 à 1979 l'Union révolutionnaire des femmes du Congo, l'ancienne organisation des femmes du PCT. Le Sénat a tenu hier une séance plénière spéciale pour annoncer officiellement l'information de son décès au plénum de ses membres.

Page 2



La sénatrice Joséphine Moutou-Bayonne décédée à Paris / Adiac

MANIFESTE DE BRAZZAVILLE

Hopiel Ebiatsa évoque la création de la capitale de la France libre

Page 16

ÉDITORIAL

Quatre ans après ...

Page 2

ÉDITORIAL

Quatre ans après ...

Il y a quatre ans que se tenaient à Brazzaville les assises de la presse congolaise sous l'égide de l'Unesco et d'autres partenaires. Que reste-t-il de cette grand'messe organisée du 25 au 28 octobre 2018 par le ministère de la Communication et des Médias en partenariat avec le Conseil supérieur de la liberté de communication ?

Les conclusions de ces retrouvailles avaient été consignées dans une brochure intitulée « Les actes des assises de la presse congolaise ». Un comité de suivi avait été mis en place. Quatre ans après, de tous ces actes, les pouvoirs publics n'ont soumis à l'approbation du Parlement que la loi organique actualisée.

Or, au cours de cette réunion, les participants avaient pris le soin de faire avancer globalement le cadre juridique de la presse congolaise, conscients non seulement de sa vétusté mais également de plusieurs innovations intervenues dans le secteur.

Aujourd'hui, les lignes ne semblent pas bouger positivement. Les médias congolais continuent d'être régis par les textes datant de 2001 qui sont lourdement en déphasage avec le contexte communicationnel mondial actuel, bouleversé par de multiples mutations survenues dans le domaine.

Ainsi, il est urgent pour les professionnels des médias d'exhorter les pouvoirs publics à accélérer le processus de mise en œuvre des actes des assises de la presse congolaise pour protéger ce secteur d'activité et l'inscrire dans l'avenir.

La communication est à ce point indispensable à la gouvernance publique qu'il faut la protéger très sérieusement et rapidement par l'actualisation des lois et règlements.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Joséphine Moutou-Bayonne s'en est allée !

La sénatrice Joséphine Moutou-Bayonne est décédée le 24 octobre à Paris, en France, à l'âge de 93 ans, des suites d'une maladie, a-t-on appris.

Née le 28 juin 1929 à Djambala, dans le département des Plateaux, Joséphine Moutou-Bayonne était sénatrice depuis 2002. Elle siégeait au sein de la Commission économie et finances de la chambre haute du Parlement. Membre du Parti congolais du travail (PCT) depuis sa création, elle a dirigé l'Union révolutionnaire des femmes du Congo (URFC) de 1974 à 1979. On retiendra que c'est sous la présidence de Joséphine Moutou-Bayonne que le président Marien Ngouabi prononçait, le 13 mars 1977 devant les membres de l'URFC, son dernier discours. Un discours prémonitoire centré sur l'éducation de la femme, en raison de la place et du rôle qu'elle joue dans la société. « *L'éducation de la femme doit la conduire à sa libération dans la mesure où cette éducation fera de toutes les Congolaises des femmes pleinement responsables dans la marche harmonieuse de leurs foyers. Des femmes pleinement responsables dans l'accomplissement des responsabilités politiques ou administratives à elles confiées au niveau du parti ou de l'Etat* », déclarait l'ancien président de la République. « *Cette éducation, l'URFC doit la déployer également en direction d'autres couches féminines et tout particulièrement en direction des femmes qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, n'ont pas pu être alphabétisées* », instruisait Marien Ngouabi. Sur le plan associatif, Joséphine Moutou-Bayonne était la première présidente de l'Union des femmes des Plateaux (UFP), créée en juillet 2013. Organisation à vocation culturelle, sociale, économique mais à but non lucratif, l'UFP avait pour but



d'élaborer et d'appliquer les politiques et programmes visant à permettre aux femmes d'accéder à des moyens d'existence et aux ressources économiques moins précaires. Elevée à titre exceptionnel dans l'ordre du mérite congolais à la dignité de grand-croix en 2010, Joséphine Moutou-Bayonne était une icône, une grande militante, une figure emblématique de la politique congolaise. Le 24 avril 2018 elle appelait, dans un entretien exclusif aux «Dépêches de Brazzaville», le PCT et l'Etat à organiser des funérailles dignes à André Obami-Itou, décédé quelques jours auparavant. « *Je demande au parti et à l'Etat d'organiser des funérailles dignes au camarade André Obami-Itou. L'homme a été fidèle au Parti congolais du travail. Il aimait le travail bien fait et était très honnête. On a vécu ensemble avec Obami-Itou, Gabriel Oba Apounou,*

le président Marien Ngouabi, le président Denis Sassou N'Guesso dans le malheur et dans le bonheur. Le parti et le Congo ont perdu un grand militant », déclarait Joséphine Moutou-Bayonne. Elle invitait, par ailleurs, les jeunes à suivre l'exemple de l'ancien président du Sénat qui est resté, d'après elle, fidèle à ses convictions. « *À un moment donné de notre histoire, quand le président Joachim Yhombi-Opango voulait laisser un peu de côté le socialisme scientifique, c'est le camarade Obami-Itou qui avait réagi avec bien sûr d'autres comme Oba Apounou, Bokamba-Yangouma et nous avons remis de l'ordre, c'est-à-dire revenir au socialisme scientifique et le président Denis Sassou N'Guesso était à la tête* », déclarait-elle aux «Dépêches de Brazzaville».

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture: Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)
PAO
Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DIPLOMATIE

Les parlements congolais et chinois projettent une nouvelle coopération

La Commission Affaires étrangères, Coopération et des Congolais de l'étranger et celle de l'Assemblée nationale populaire de Chine ont organisé, le 24 octobre à Brazzaville, un échange en ligne. Les deux organes parlementaires ont relevé la nécessité de redynamiser les relations pour le bien des deux peuples.

L'échange virtuel a été co-présidé par le président de la Commission Affaires étrangères, Coopération et des Congolais de l'étranger, Pierre Obambi, et son homologue de l'Assemblée nationale populaire chinoise, Chen Guomin, en présence de l'ambassadeur de Chine au Congo, Ma Fulin. L'occasion a permis aux deux organes parlementaires de faire le point de la coopération et de projeter l'avenir.

Bien que jugées prometteuses, les deux parties ont résolu de donner encore à ces relations parlementaires un nouveau souffle de vie, afin que les deux pays puissent tirer mutuellement bénéfice pour le bien de leurs peuples.

« Nous avons tous, de commun accord, souligné la nécessité de renforcer cette coopération si heureuse entre les deux chambres du Parlement, à travers plusieurs procédés ou mécanismes tels que



Les membres de la commission Affaires étrangères et les représentants de l'ambassade de Chine suivant un exposé en ligne/Adiac des visites de terrain et des échanges en ligne », a souligné Pierre Obambi.

Le président de la commission Affaires étrangères, Coopération et des Congolais de l'étranger a soutenu que ce nouveau modèle de coopération se fera dans le cadre de la mise en œuvre du mémorandum d'entente signé il y a trois ans,

entre le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvoubi, et le vice-président du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine, Ji Bingxuan.

Lors des échanges, les deux parties ont salué la qualité de la coopération devenue depuis une décennie stratégique et globale, sous l'impulsion des pré-

sidents Denis Sassou N'Guesso et Xi Jinping. Une coopération stratégique globale qui, selon la commission Affaires étrangères, Coopération et des Congolais de l'étranger, à travers laquelle le Congo a bénéficié de plusieurs infrastructures socio-économiques de base.

Pour sa part, la partie chinoise a réitéré sa volonté d'accompagner

le Congo dans son développement tous azimuts dans le cadre d'une coopération gagnant-gagnant. « Pour permettre au Congo de maintenir son équilibre macro-économique, la Chine a restructuré, à plusieurs fois, la dette congolaise. Notre pays va continuer à soutenir le Congo dans tous les domaines. Au plan social, la Chine tient aussi à aider le Congo à lutter contre le paludisme, comme elle l'a fait pour combattre la pandémie à coronavirus », a précisé Chen Guomin.

Le parlementaire chinois estime, par ailleurs, que la réélection de Xi Jinping à la tête du Parti communiste chinois et du pays augure des lendemains meilleurs tant pour le Congo que pour le monde entier, d'autant plus que le pays œuvrera en faveur d'un monde juste et d'égalité en droits, sans ingérences extérieures.

Firmin Oyé

INCLUSION NUMÉRIQUE

L'Unesco et le Congo pour une étude nationale sur l'accès à internet

L'étude sur l'universalité de l'internet en République du Congo sera lancée début novembre. L'enjeu de cette enquête sur l'accès à internet ainsi que les autres sujets de coopération ont été évoqués, le 24 octobre, lors du tête-à-tête entre le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo, et la représentante résidente de l'Unesco au Congo, Fatoumata Barry Marega.

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a promis de mettre son expertise à profit pour la réalisation de la première étude sur l'universalité de l'internet au Congo. Celle-ci est censée permettre aux autorités nationales de travailler sur les indicateurs spécifiques liés à l'usage du numérique, comme l'axe droits humains de l'internet, l'ouverture et l'accessibilité pour les femmes et personnes vulnérables...

Cette étude qui pourra durer six à douze mois va être menée par un conseil consultatif composé exclusivement d'experts locaux désignés par le ministère de tutelle. Pour la représen-



Léon Juste Ibombo et Fatoumata Barry Marega face à la presse/Adiac du Congo vient de gagner, en l'espace d'une année, vingt-six points au rang des pays qui facilitent l'ac-

cès au numérique. Cette avancée est en lien avec la transition numérique qui figure parmi les priorités du Plan national de développement 2022-2026 », a-t-elle déclaré.

Les deux personnalités ont également fait le point sur le nouveau document de politique nationale de la recherche scientifique et de l'innovation, adopté par le gouvernement congolais. Cet outil de politique publique met un accent particulier sur l'intelligence artificielle. L'agence onusienne s'est alors engagée à accompagner le gouvernement dans le renforcement des capacités des jeunes, à travers le programme d'initiation des élèves au codage informa-

tique et à l'intelligence artificielle. C'est aussi le cas pour le projet de création de la première télévision scolaire numérique au Congo.

« Les cinquante enseignants formés seront déployés, au cours de la semaine, dans trois écoles pilotes au programme de renforcement des capacités. Une compétition sera organisée à l'issue de laquelle des jeunes élèves seront primés. En tant qu'agence technique, l'Unesco entend apporter de l'expertise, du transfert de compétences et du renforcement des capacités en faveur des acteurs congolais », a réitéré Fatoumata Barry Marega.

Fiacre Kombo

ENTREPRENEURIAT

Une formation sur les «clusters» pour l'émergence des PME solidaires et compétitives

La ministre des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, a lancé une formation des formateurs de l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises en matière de gestion opérationnelle des clusters pour une meilleure compétitivité.



La formation des formateurs sur la gestion opérationnelle des clusters/Adiac

Des clusters sont une concentration d'activités regroupées autour d'un secteur ou d'une filière. Dans le but d'accroître la solidarité et la compétitivité des très petites, petites et moyennes entreprises congolaises, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo a lancé, le 24 octobre à Brazzaville, la formation sur la gestion opéra-

tionnelle des clusters. « Les porteurs de projets regroupés au sein des clusters ont besoin d'être accompagnés dans la mise en œuvre de leurs activités afin qu'ils deviennent de véritables acteurs de réduction des importations en vue d'accroître les exportations », a-t-elle indiqué en évoquant

la nécessité de créer un environnement favorable à l'inclusion des très petites, petites et moyennes entreprises. Il est, en effet, question pour celles-ci de travailler en synergie pour la promotion ou la vente de leurs produits. La formation des formateurs porte, entre autres, sur la mise en place des clusters,

leur dynamisation, leurs obligations administratives et réglementaires, les contraintes liées aux produits agro-alimentaires, la gouvernance des organes administratifs et de gestion. Les bénéficiaires de cette formation sont des cadres de l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises. Celle-ci est l'établissement qui assure la mission d'encadrement, en vue de favoriser la création d'entreprises, renforcer les capacités et améliorer les performances des porteurs de projets et des dirigeants d'entreprises pour consolider leurs activités. « Former les formateurs en matière de gestion opérationnelle des clusters permettra aux bénéficiaires de

former d'autres formateurs dans le but de garantir à court, moyen et long termes une meilleure compétitivité des très petites, petites et moyennes entreprises », a expliqué le directeur général de ladite agence, Aimé Blanchard Linvani. Pour sa part, l'ambassadeur de l'Union européenne, Giacomo Durazzo, a indiqué que la diversification de l'économie est l'une des priorités du partenariat avec le Congo afin de contribuer à la réalisation des objectifs du Plan national de développement 2022-2026. Le renforcement des capacités des clusters et les apais à la réalisation des projets collectifs intègrent ce partenariat qui vise aussi à développer le secteur privé.

Rominique Makaya

Dix jeunes congolais bénéficient de la subvention de la Confejes

Dix jeunes congolais, dont les plans d'affaires des projets ont été validés par le Comité technique de suivi et d'orientation de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (Conjefes), ont bénéficié de la subvention globale au démarrage de plus de 18 millions de FCFA.

La cérémonie de remise du financement au Programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, au titre de l'année 2022, s'est déroulée le 21 octobre au ministère de la Jeunesse et des Sports, de l'Education civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, au terme de la mission préparatoire de la 39e conférence ministérielle prévue au mois de mars prochain, à Brazzaville.

« Cette année, après une session de formation en juin, les dix projets de jeunes de vos pays soumis à la réunion ont été retenus pour un financement global de 26 470 663 F CFA, dont vous avez reçu 75% pour un montant global de 18 605 351 F CFA », a expliqué Louissette Renée Thobi Etame Ndedi, secrétaire générale de la Confejes. Elle a plaidé pour que le gouvernement accompagne ces jeunes en mettant en place des mécanismes de facilitation afin qu'ils puissent aisément mener à bien leur projet et favoriser leur insertion sociale future. Les projets retenus portent respectivement sur la mise en place d'une organisation piscicole hors sol, la création d'une unité de production d'oignon, la production de la patate douce,



Les dix Congolais dont les projets ont été subventionnés en compagnie des autorités/Adiac

la création d'un salon de beauté moderne, d'une unité de l'élevation des cabris, d'un champ de banane plantain, d'une unité de production de vin à base des feuilles d'hibiscus et des fruits orange, d'une unité de production des groupes électrogènes fonctionnant à base de l'eau, d'une unité de production de jus de fruit et valorisation des épluchures des fruits locaux, de la mise en place d'un centre de formation et service informatique. Ils ont été conçus et transmis à la Confejes pour validation après la session de formation des formateurs des jeunes pour les outils du programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes (PPEJ), organisée en juin à Brazzaville.

Des jeunes engagés à donner le meilleur d'eux-mêmes

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'Education civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi a exhorté les jeunes à se mettre au travail pour concrétiser leur projet avec pour objectif de figurer parmi les lauréats du Concours du meilleur jeune entrepreneur de l'année, à l'occasion de la 39e session ministérielle de la Confejes qui se tiendra à Brazzaville, du 20 au 25 mars 2023. Devant les autorités, les jeunes bénéficiaires ont pris l'engagement de donner le meilleur d'eux-mêmes pour la vie d'entreprise. Hugues Ngouélondélé a instruit les membres de la cellule Confejes

et la coordination PPEJ de veiller avec rigueur et respect de la bonne pratique de l'engagement pris par les jeunes. Selon lui, la signature du cahier des charges entre le Congo et la Confejes témoigne de l'engagement du Congo à abriter la 39e session ministérielle de la Confejes. « Je voudrai vous assurer que tout sera mis en œuvre, en étroite collaboration avec le secrétariat national, pour une organisation réussie », a-t-il assuré. L'un des temps forts de cette 39e conférence ministérielle sera le symposium dont le thème est « Jeunesse, sport et loisir facteur de relance post-covid 19 en faveur du développement durable ». En marge de cette 39e conférence, sera également

organisé le salon des jeunes entrepreneurs.

« Certains parmi vous sont invités à participer au salon des jeunes entrepreneurs en marge de la 39e conférence ministérielle. Et j'ose espérer que ce sera le Congo qui remportera la palme d'or. Je voudrai vous inviter à faire de cette rencontre un vrai rendez-vous du donner et du recevoir avec vos pairs, les jeunes entrepreneurs des autres pays qui seront à Brazzaville », a rappelé la secrétaire générale de la Confejes.

« Mon projet porte sur la création d'un groupe électrogène qui fonctionne à base de l'eau. J'ai eu cette idée parce que j'ai remarqué qu'il y a des délestages dans le pays, surtout à l'intérieur où il n'y a pas d'électricité. Pour pallier ce problème, j'ai pensé mettre en place un système d'eau en cycle fermé. C'est un réservoir qui attaque une turbine et qui retourne à nouveau dans le réservoir grâce à un clapet anti retour. C'est une solution économique, c'est de l'énergie verte sans pollution », a commenté Marcel Julmard Ongoumaka Yandza, l'un des bénéficiaires.

James Golden Eloué

SANTÉ

Des hématologues édifiés sur la drépanocytose et l'hémophilie

Le personnel des différents centres hospitaliers, spécialisé dans le traitement des maladies du sang, a été en formation le 25 octobre sur la drépanocytose et l'hémophilie au Centre national de référence de la drépanocytose Antoinette-Sassou-N'Guesso, à Brazzaville.

La formation a eu pour objet de sensibiliser médecins et infirmiers aux maladies qui peuvent leur être enseignées au cours de leurs études médicales, a expliqué le Pr Olivia Galiba Atipo Tsiba. Il s'est agi également de réveiller leurs connaissances vis-à-vis de ces maladies en vue d'améliorer leurs compétences pour une meilleure prise en charge. Les enseignements sur la drépanocytose et l'hémophilie, deux maladies du sang, se sont déroulés simultanément dans deux salles différentes. En ce qui concerne la drépanocytose, il a été question de l'épidémiologie, du diagnostic clinique et biologique, de ses complications aiguës et chroniques, de la prise en charge, des principes de référence et contre référence. La drépanocytose est une maladie qui affecte l'hémoglobine des globules rouges. Il en existe deux types, à savoir la drépanocytose homozygote ou la forme SS, la plus grave, et la drépanocytose hétérozygote qui correspond à la



Des médecins en formation /Adiac

forme AS. Au Congo, les statistiques ont montré que la forme AS représente 18,43% et SS 1,35%. La maladie est reconnue par l'Organisation mondiale de la santé depuis 2006, a expliqué Olivia Galiba Atipo Tsiba, ajoutant qu'elle est une priorité de santé publique car elle affecte plus de cinq millions de personnes dans le monde. Sa non-prise en charge pourrait occasionner plus de 75% de décès des en-

fants avant l'âge de 5 ans. La drépanocytose touche les globules rouges qui cumulent dans le sang et transportent l'oxygène. En effet, les globules rouges d'un drépanocytaire sont anormaux. L'anémie est souvent le premier signe de la maladie. Elle se traduit par une pâleur et une fatigue chronique, parfois par une jaunisse (ictère), des crises douloureuses et un risque accru d'infections. Les complications sont notamment l'anémie sévère

dont la première cause de décès est l'infection. Les accidents vasculaires cérébraux (AVC) sont également communs chez les drépanocytaires, surtout chez les enfants. Ces AVC se manifestent de façon très variable (paralysie, maux de tête, aphasie, trouble de l'équilibre...). La transfusion sanguine est un outil important dans la prise en charge des patients drépanocytaires. Elle consiste à transfuser le malade avec le sang d'un don-

neur sain compatible, permettant ainsi de rétablir un taux acceptable de globules rouges en cas d'anémie aggravée et de « diluer » les globules rouges falciformes avec des globules rouges normaux. Quant à l'hémophilie, c'est une maladie héréditaire de la coagulation de sang qui se transmet via le chromosome X. L'anomalie est portée par le sujet de sexe féminin à travers le chromosome X. Elle se manifeste chez le garçon qui a une paire XY. En effet, la mère conductrice transmet l'anomalie mais ne l'exprime pas cliniquement. Il existe trois formes d'hémophilie : l'hémophilie mineure, modérée et sévère. La maladie est liée à un déficit constitutionnel d'une protéine de la coagulation qui se présente sous forme d'hémophilie A (la plus fréquente) lorsque le déficit intéresse le facteur 8, et d'hémophilie B (déficit en facteur 9). La prise en charge de l'hémophilie est gratuite au Centre national de drépanocytose, grâce à l'appui de la Fédération mondiale de l'hémophilie.

Lydie Gisèle Oka

INVESTISSEMENTS

Le Gabon lève 175 milliards FCFA sur le marché financier sous-régional

La République gabonaise a émis, le 25 octobre à Brazzaville, pour le compte du Congo, un nouvel emprunt obligataire par appel public à l'épargne d'un montant de 175 milliards F CFA, sur le marché financier de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). La somme à collecter permettra au pays de financer quelques projets d'investissements socio-économiques prioritaires et d'apurer son moratoire intérieur.



Une vue des investisseurs /Adiac

C'est le septième emprunt obligataire par appel public à l'épargne que la République gabonaise émet sur l'espace financier de la Cémac depuis 2013. A Brazzaville, l'opération a été lancée par le directeur de cabinet de la ministre gabonaise de l'Economie et de la Relance, Taty Mavougou. Elle a mobilisé de nombreux investisseurs institutionnels ins-

tallés en République du Congo. Il s'est agi, entre autres, des compagnies d'assurances; des organismes de placements collectifs en valeurs mobilières; des fonds d'investissements et assimilés; des établissements bancaires ainsi que des individualités. Pour cette édition, le pays recherche 175 milliards F CFA destinés au financement d'un certain nombre

de projets socio-économiques. « L'emprunt obligataire est une opération profitable pour la République gabonaise parce que l'argent que nous allons lever va être investi dans les projets prioritaires qui ont été déjà identifiés par le président de la République. Il s'agit notamment de la construction des infrastructures routières, éducatives et sani-

taires en vue de résoudre un certain nombre de projets sociaux », a expliqué le directeur général gabonais de la dette, Fernand Ngoussi Mayangah. Pour sa part, le directeur de cabinet de la ministre de l'Economie et de la Relance a précisé que l'emprunt obligataire lancé s'inscrit sur la période 2022-2028. Il est, a-t-il dit, rémunéré au taux d'intérêt de 6,25% net d'impôts par an. Les intérêts y afférents sont versés aux souscripteurs annuellement à compter d'octobre 2023. Le remboursement du capital, quant à lui, sera effectué en cinq tranches égales à partir de novembre 2024. L'emprunt obligataire est ouvert à toute personne physique ou morale, résidente ou non dans la zone Cémac. Son remboursement est intégralement assuré par les fonds du compte séquestre de l'Etat gabonais ouvert à la Banque des Etats de l'Afrique centrale, a-t-il précisé.

Bonne perspective économique pour le Gabon
Frappée de plein fouet depuis plusieurs années par les crises

économique et sanitaire, la situation macro-économique gabonaise s'améliore à un rythme satisfaisant, grâce à la politique de diversification menée par le gouvernement. Un dynamisme qui a permis, à ce jour, au Gabon de rendre son économie résiliente. « Après la crise de la covid-19 qui s'est soldée par une croissance négative de -1,8% en 2020, le produit intérieur brut réel s'est progressivement redressé de +1,5% en 2021 et croîtrait de 2,9% en 2022, avant d'atteindre 3,1% en 2023. Cette tendance est particulièrement guidée par le dynamisme du secteur hors pétrole avec une orientation optimiste des activités minières, agricoles, du bois, des télécommunications ainsi que des industries de transformation », a souligné le directeur de cabinet, Taty Mavougou. L'économie gabonaise est fondée sur une dizaine de domaines d'activités dont les principaux secteurs d'exportation sont, entre autres, le pétrole, les mines, le bois, l'agriculture, l'agro-industrie et les bâtiments et travaux publics.

Firmin Oyé

ŒUVRES SOCIALES

Des kits scolaires distribués aux enfants réfugiés

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et la Fondation Burotop Iris ont offert des kits scolaires, le 22 octobre à Brazzaville, aux enfants issus des familles immigrées.

Cahiers, stylos, cartables, crayons et gommes ont constitué l'essentiel du matériel offert par les deux organismes, dans le cadre de la rentrée des classes 2022-2023. Les enfants nés de familles réfugiées ne doivent pas être en marge de l'école au risque de leur disqualification. *« Je dis merci au HCR et à la Fondation Burotop Iris. Je vais commencer ma classe et souhaite devenir médecin »*, s'est exprimé Gracia Bangala, une jeune Centrafricaine en classe de CE2. Le directeur général de la Fondation Burotop Iris, Issa Attye, a motivé les élèves de prendre au sérieux leurs études. En plus d'instruire et de qualifier, l'école est un milieu de vie où les élèves interagissent et vivent plusieurs situations qui sont des occasions d'apprendre à vivre en société. *« Il faut bien travailler à l'école et aller très loin. Le devoir nous revient en tant qu'entreprise citoyenne pour que ces enfants puissent bénéficier, au même titre que plusieurs autres enfants, des kits scolaires, pour leur rentrée des classes réussie. L'école est pour nous le socle d'une éducation réussie. Les actions sont inscrites dans la continuité »*, a encouragé Issa Attye. L'école contribue à la cohé-



Des enfants joyeux après réception des kits scolaires/Adiac

sion sociale en transmettant une culture et une langue communes ; intégration professionnelle en favorisant l'acquisition d'un statut professionnel; l'école permet à

« Ces enfants sont au Congo avec le statut de réfugié. Avec leurs parents, ils ont fui leurs pays d'origine et sont accueillis ici où ils sont bien protégés par l'Etat congolais. Cela prouve que l'intégration est multifacette et donc il est important d'encourager leur inclusion. Les enfants réfugiés vont à l'école et sont dans les mêmes écoles que les enfants congolais »

chacun d'obtenir une qualification qui lui assurera une place dans la société. Le HCR appelle à l'inclusion des réfugiés dans les systèmes éducatifs officiels dès le déclenchement des situations de crise humanitaire, tout comme dans les cas de déplacement prolongé et jusque dans la planification à plus long terme en matière de développement. *« Ces enfants sont au Congo avec le statut de réfugié. Avec leurs parents, ils ont fui leurs pays d'origine et sont accueillis ici où ils sont bien protégés par l'Etat congolais. Cela prouve que l'intégration est multifacette et donc il est important d'encourager leur inclusion. Les enfants réfugiés vont à l'école et sont dans les mêmes écoles que les enfants congolais »*, a indiqué Anne-Elisabeth Ravetto, représentante du HCR au Congo. La diplomate onusienne a rappelé qu'en 2018 les Nations unies et les Etats membres ont adopté le Pacte mondial pour les réfugiés, un acte visant à renforcer la réponse internationale aux mouvements massifs de réfugiés et aux situations de réfugiés prolongées. L'offre des kits scolaires aux enfants réfugiés se poursuivra également dans les départements des Plateaux, de la Likouala et de la Sangha, a-t-elle conclu.

Fortuné Ibara

SÉNÉGAL

La secrétaire d'Etat Chrysoula Zacharopoulou au Forum de sécurité et de paix de Dakar

La secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou, est à Dakar pour participer à la huitième édition du Forum international pour la paix et la sécurité en Afrique, du 24 au 26 octobre.

La huitième édition du Forum international de Dakar pour la paix et la sécurité en Afrique a pour thème « L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes : défis de stabilité et de souverainetés ». Chrysoula Zacharopoulou va rappeler l'importance du partenariat euro-africain pour relever les défis de sécurité et de développement en Afrique. Elle va souligner également la poursuite de l'engagement français au Sahel, en soutien des États de la région, sur tout le continuum allant de la défense au développement. Ce sommet met à l'honneur l'Afrique lusophone

avec une présence institutionnelle de l'Angola, du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau. Partenaires historiques du Forum, le Japon et la France. Ce séjour porte également sur l'ensemble des partenariats et coopérations de la France dans les secteurs de la santé, de la jeunesse, de la formation, du sport et des énergies. Sont également présentes des délégations, entre autres, de l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Inde, la Gambie, le Mali, le Soudan et les États-Unis ainsi que des organisations comme l'Union économique et monétaire ouest-africaine, la Commu-

nauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Otan. Les différentes plénières et ateliers thématiques réunissent des dirigeants africains et internationaux, chefs d'entreprise, bailleurs de fonds institutionnels et experts de haut niveau. Leurs échanges permettront de formuler des réponses aux crises que l'Afrique connaît, en faveur du développement du continent et du bien-être de la population. Deux thématiques sont traitées lors des séances plénières, la première plénière a pour objet «L'autonomisation stratégique du continent dans le domaine

de la sécurité»; elle tournera autour du bilan et des orientations stratégiques à poursuivre en vue de favoriser davantage l'autonomie sécuritaire de l'Union africaine et des organisations régionales du continent; alors que la seconde plénière traite des «Crises globales et souverainetés en Afrique», avec pour objectif de dessiner les contours de nouveaux modèles de souverainetés africains, plus résilients, afin de permettre aux États de faire face plus efficacement aux conséquences des crises internationales. Une séquence bilatérale fran-

co-sénégalaise est prévue autour de projets tels que le Campus franco-sénégalais, le projet de vaccinopôle de l'Institut Pasteur, ainsi que des partenariats dans la perspective des Jeux Olympiques de 2024 et des Jeux Olympiques de la jeunesse à Dakar, en 2026. La secrétaire d'État abordera également les enjeux de transition énergétique au Sénégal à l'approche de la COP27 qui se tiendra à Charm el-Cheikh. Elle devrait aussi s'entretenir avec le président Macky Sall et plusieurs membres du gouvernement sénégalais.

Noël Ndong

INCLUSION FINANCIÈRE DES PME AFRICAINES

La BAD initie un nouveau plan de partenariat

Afin de favoriser l'accès des Petites et moyennes entreprises (PME) africaines aux crédits financiers, notamment celles qui sont dirigées par les femmes, en vue d'accroître leur inclusion financière, la Banque africaine de développement (BAD), en partenariat avec l'Alliance pour l'inclusion financière en Afrique, une institution qui œuvre pour le développement des PME, ont présenté le week-end dernier aux ministres des Finances africains et aux gouverneurs des banques centrales du continent le nouveau plan de cadrage et partenariat.

Doté d'environ quatre millions de dollars américains, le nouveau partenariat est destiné à aider les décideurs, les régulateurs et d'autres parties prenantes à élaborer des politiques favorables à l'inclusion financière et profitables aux PME africaines, dirigées par des femmes.

« Nous espérons, grâce à ce projet, obtenir de meilleures données pour la prise de décisions politiques et une amélioration des capacités techniques des décideurs aux niveaux institutionnel, national et régional. Ces efforts vont permettre d'élaborer des politiques financières et d'établir un environnement réglementaire favorable à l'entrepreneuriat féminin en Afrique », a déclaré l'une des responsables de la BAD, Swazi Tshabalala, en spécifiant que l'inclusion

financière est une priorité dans l'agenda des pays africains et nombre d'entre eux fixent des objectifs concrets en matière d'inclusion financière des femmes.

Félicitant les dirigeants des banques africaines pour le

très heureux de constater l'approfondissement de la coopération entre la BAD et l'Alliance pour l'inclusion financière depuis la signature d'un protocole d'accord à Abidjan, en 2017 ».

Parlant du bien-fondé de ce

clusion financière des PME. Parmi ces pays se trouvent la République démocratique du Congo, le Maroc, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, la Zambie et le Zimbabwe. Ces pays ont été désignés comme pilotes sur la base

orientations politiques afin d'accélérer l'accès ciblé au financement. Par exemple, au cours de la dernière décennie, le Sénégal et la République démocratique du Congo ont enregistré une augmentation impressionnante de 900 % et 700 % de l'inclusion financière des femmes.

« Nous reconnaissons que la réduction des disparités entre les sexes, en particulier en ce qui concerne l'accès au financement, conduit à une croissance économique exponentielle. Nous encourageons tous les pays à publier des données ventilées par sexe et à trouver des synergies avec de nouveaux secteurs émergents », a déclaré la conseillère principale du Fonds monétaire international sur le genre, Ratna Sahay.

Rock Ngassakys

« Nous reconnaissons que la réduction des disparités entre les sexes, en particulier en ce qui concerne l'accès au financement, conduit à une croissance économique exponentielle. Nous encourageons tous les pays à publier des données ventilées par sexe et à trouver des synergies avec de nouveaux secteurs émergents »

lancement de ce programme, le gouverneur de la Banque centrale du Mozambique, Rogério Zamdemela, qui représente l'unité de gestion de l'Alliance pour l'inclusion financière, a déclaré: « En tant que banques centrales africaines, nous sommes

programme, Swazi Tshabalala a précisé que l'an dernier la BAD, par l'intermédiaire du partenariat Afawa-Alliance pour l'inclusion financière, a identifié les pays ayant les politiques les plus progressistes pour accélérer l'in-

de plusieurs critères, à savoir avoir réalisé des progrès significatifs vers l'inclusion financière des PME dirigées par des femmes, disposer des meilleures pratiques pour éclairer le processus d'harmonisation de l'inclusion financière et fournir des

ALLEMAGNE

L'influence de la Russie en Afrique entre au Parlement

Les parlementaires allemands accusent Moscou de mener une campagne de désinformation très ciblée en Afrique, visant à discréditer les partenaires occidentaux.

Les parlementaires de la CDU-CSU ont mis en garde : l'influence de la Russie en Afrique a augmenté de manière significative au cours des dernières années, à travers un engagement qui se fait souvent de manière dissimulée via des représentants comme le groupe Wagner. Une influence qui menacerait également le partenariat qui lie l'Allemagne avec certains pays du continent, obligeant la CDU et la CSU à exiger du gouvernement fédéral une réaction visant à atténuer cette influence croissante. « La Russie mène une campagne de désinformation très ciblée en Afrique afin de discréditer les partenaires occidentaux. Et c'est ce qui s'est passé récemment au Mali, où des trolls russes ont largement fait campagne sur Facebook contre l'intervention de l'ONU et contre l'armée allemande. Et ces campagnes ont également joué un rôle déterminant dans le fait que les Français ont été priés de quitter le Mali, a déclara-

ré Katja Leikert de la CDU-CSU. Et que faisons-nous contre cela ? Pratiquement rien», déplore-t-elle.

Karamba Diaby, du groupe SPD, plaide pour un renforcement du partenariat avec les organisations africaines. Car, « dans un monde multipolaire, après le 24 février, les organisations régionales

pays africains, il ne s'agit pas de se retirer mais de renforcer notre partenariat sur un pied d'égalité dans nos efforts pour l'avenir. C'est ainsi que nous pourrions contrer l'influence de la Russie », estime Karamba Diaby.

Jamila Schäfer, des Verts, invite à ne pas occulter la di-

au milieu du siècle dernier », citant l'Afrique du Sud, la Namibie, l'Ethiopie et la Guinée, entre autres, qui auront obtenu l'aide russe pour leur lutte. S'y ajoutent des liens économiques, militaires et politiques étroits partagés dans certaines parties du continent aujourd'hui exploitées « sans vergogne pour son propre

tendu nouveau colonialisme allemand ou encore un colonialisme aux côtés de la France. L'Afrique doit enfin être prise au sérieux en tant que continent souverain avec des Etats souverains. Il doit y avoir une coopération d'égal à égal et non un retour à l'époque néocoloniale ».

L'un des arguments utilisés par les auteurs de la motion introduite au Bundestag indique que le soutien croissant de la Russie à des régimes souvent autocratiques en Afrique, dans de nombreux cas, a « des conséquences dramatiques pour la population locale ». Pour la CDU-CSU, l'influence de la Russie réduit les chances de réformes démocratiques et d'alternance pacifique du pouvoir. Le groupe conservateur regrette que le gouvernement fédéral n'ait pas encore présenté une stratégie claire servant de réaction à cette question.

Noël Ndong

« ...L'Afrique doit enfin être prise au sérieux en tant que continent souverain avec des Etats souverains. Il doit y avoir une coopération d'égal à égal et non un retour à l'époque néocoloniale »

comme l'Union africaine ont plus de responsabilités. Il faut les renforcer et les intégrer dans notre projet. Pour la situation sur place et pour toute la région du Sahel, la poursuite de notre engagement est essentielle. Pour notre coopération avec les cinquante-quatre

mension historique des liens entre certains pays du continent et la Russie. Des liens qui ont compté lors des récents votes aux Nations unies. « Nombre des Etats africains qui se sont abstenus ces dernières semaines se sont battus pour leur indépendance contre des Etats coloniaux

impérialisme », selon elle. Pour Andrej Hunko, porte-parole du groupe de la Gauche, Die Linke, l'Allemagne et l'Europe doivent respecter la souveraineté des Etats africains : « Nous refusons aussi bien un colonialisme russe en Afrique qu'un colonialisme transatlantique ou un pré-

ITALIE

L'UE prête à coopérer avec la nouvelle Première ministre Giorgia Meloni

Leader de Fratelli d'Italia, un parti politique dit d'extrême-droite, Giorgia Meloni a été élue Première ministre. Elle a listé les ministres de son gouvernement après l'avoir présenté au président italien, Sergio Mattarella. L'Union européenne (UE) se dit prête à « coopérer » avec la nouvelle équipe.

Giorgia Meloni, 45 ans, dirigeante de Fratelli d'Italia, et grand vainqueur des législatives, a été missionnée par le président italien, Sergio Mattarella, de former le nouveau gouvernement à un moment particulièrement difficile, au vu de l'inflation, de la crise énergétique et de l'incertitude mondiale qui pèse sur la troisième économie de la zone euro déjà accablée de dettes. Elle est la première femme appelée à cette fonction dans l'histoire du pays. Giorgia Meloni devra également veiller à l'unité de sa coalition composée de ses partenaires, dont l'ancien président du Parlement européen, Antonio Tajani, membre de Forza Italia, qui hérite des Affaires étrangères avec le titre de vice-Premier ministre; et Giancarlo Giorgetti, qui prend l'Economie; le dirigeant populiste de la Ligue antimigrants, Matteo Salvini; le chef de Forza Italia de Silvio Berlusconi; le portefeuille de l'Intérieur à Matteo Piantedosi, préfet de Rome

depuis 2020. Malgré que son parti Fratelli d'Italia soit considéré d'extrême-droite, l'UE se dit prête à coopérer avec le gouvernement eurosceptique de Giorgia Meloni. « Félicitations à Giorgia Meloni pour sa nomination comme Première ministre, la première femme à obtenir ce poste », a tweeté la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. « Je compte sur une coopération constructive avec le nouveau gouvernement, face aux défis que nous devons relever ensemble », a-t-elle ajouté. Avant les élections, la cheffe de la Commission européenne avait suscité un tollé en Italie en évoquant « les instruments » à la disposition de Bruxelles pour sanctionner d'éventuelles atteintes aux principes démocratiques de l'UE en cas de victoire de l'extrême droite. La nouvelle Première ministre italienne a remporté une victoire historique aux législatives du 25 septembre, réussissant même à « dédia-



Giorgia Meloni a été élue Première ministre

boliser » son parti, Fratelli d'Italia. Son gouvernement, composé de vingt-quatre ministres, dont six femmes, devra avant tout se concentrer sur les nombreux défis, essentiellement économiques, qui l'attendent, notamment

l'inflation et une dette abyssale représentant 150% du produit intérieur brut, le ratio le plus élevé de la zone euro après la Grèce. Elle dispose avec ses partenaires de coalition de la majorité absolue à la Chambre des députés au

Sénat. Le président français, Emmanuel Macron, est le premier dirigeant à rencontrer la nouvelle cheffe de gouvernement italienne. Il a promis de travailler avec elle avec « dialogue et ambition ».

Noël Ndong

NÉCROLOGIE



Le président de la Fédération France-Europe du Parti congolais du travail (PCT), le camarade Anatole Guy Elenga, relaie, aux membres du bureau, de la Commission de contrôle et d'évaluation, aux militants et sympathisants du PCT et des Congolais de l'étranger, l'information du décès de la camarade Joséphine Moutou-Bayonne, sénatrice des Plateaux, membre d'honneur, ancienne présidente de l'Union révolutionnaire des femmes du Congo. Son décès est survenu le 24 octobre 2022, en France. Personnalité politique avant-gardiste de la politique du genre au Congo, elle fut une grande figure de la scène politique de notre pays. Avec sa disparition, le Congo perd une femme de conviction. En cette douloureuse circonstance, le président de la Fédération du PCT France-Europe adresse à sa famille biologique et à tous ses proches ses sincères condoléances, sa sympathie attristée et son réconfort. À Brazzaville, la veillée mortuaire se tient au n° 19 de la rue Mfoa, Poto-Poto. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com
www.fondationgotene.com



EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE «EOG 6,25% NET 2022-2028»

ÉMETTEUR : ÉTAT GABONAIS

PÉRIODE DE SOUSCRIPTION : DU 20 AU 28 OCTOBRE 2022

MONTANT DE L'EMISSION :

175

MILLIARDS DE FCFA

TAUX D'INTÉRÊT : *

6.25%

* EXONÉRÉ D'IMPÔT POUR TOUS LES RÉSIDENTS DE LA ZONE CEMAC



OPM

RENTABILISEZ VOTRE PLACEMENT

ARRANGEUR & CHEF DE FILE

CO-ARRANGEURS

CO-CHEF DE FILE

COTATION

SYNDICAT DE PLACEMENT

www.empruntobligatairegabon2022.com

Nombre de titres : 17 500 000 d'obligations. Valeur nominale : 10 000 FCFA. Minimum de souscription : 50 titres.
Amortissement : Linéaire cinq (5) ans et un différé d'un (1) an. Maturité : Six (6) ans. Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne sur les marchés financiers de la zone CEMAC. Cette opération a été enregistrée par la Commission de Surveillance du Marché Financier Centrale (COSUMAF) sous le numéro COSUMAF-APE-04|22

MINES

Lancement des travaux des plateformes de dialogue pour les investissements durables

La ministre des Mines, Antoinette N’Samba Kalambayi, a lancé, le 25 octobre à Kinshasa, les travaux des plateformes de dialogue pour les investissements durables dans le secteur minier en République démocratique du Congo (RDC).

Les travaux qui vont durer jusqu’au 27 octobre portent sur la problématique de l’exploitation minière face aux enjeux de la protection des écosystèmes, la gestion de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique en RDC. En effet, la RDC possède divers écosystèmes dont des forêts denses, des savanes boisées, le fleuve, des forêts claires ainsi que des tourbières qui séquestrent à leur tour des millions de tonnes de carbone et contribuent à atténuer l’impact du changement climatique mondial. Cependant, les tourbières qui couvrent le bassin du Congo en



particulier constituent l’un des écosystèmes les plus riches en carbone sur la planète. Ces assises organisées dans le cadre de la cinquième session plénière conjointe Idak-Idaki par la Coopération allemande et l’Usaid voudraient offrir un espace d’échange à toutes les parties prenantes, afin de pousser les réflexions sur la problématique que pose ce dilemme auquel le pays fait face et envisager les voies de sortie à proposer aux gouvernants et à la communauté internationale à la veille de la prochaine COP 27.

Blandine Lusimana

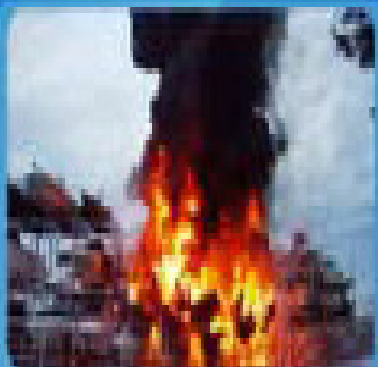


MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risque
chantier



Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO

ENVIRONNEMENT

WWF lance la professionnalisation de la gestion du parc de la Salonga

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a organisé, le 21 octobre à Kinshasa, un atelier de démarrage du projet « Professionnalisation de la gestion du parc national de la Salonga ». Évalué à six millions d’euros, ce projet sera exécuté entre 2022 et 2024. 90% du financement provient de l’Union européenne (UE) et 10% de la GIZ, du WWF, du KfW ainsi que d’autres partenaires d’appui dans les provinces de la Tshuapa, du Kasai, de Sankuru et de Mai-Ndombe.

Des intervenants se sont succédé pour éclairer la lanterne de l’assistance sur le projet de professionnalisation de la gestion du parc national de la Salonga. Il s’est agi, entre autres, de Terrence Ekanje, Martin Kabaluapa, Pierre Kafando, Céline Beaulieu de WWF international, etc.

En fait, l’UE a identifié le parc national de la Salonga comme l’un des parcs nationaux éligibles à son programme « Unis pour le développement durable » dans son volet intitulé « Protection et valorisation de l’exceptionnelle biodiversité des parcs nationaux de Virunga, de la Garamba, de la Salonga et de l’Upemba, ainsi que de la réserve de biosphère de Yangambi ». Partenaire potentiel de mise en œuvre dudit projet, WWF a alors soumis une proposition sur la professionnalisation de la gestion du parc national de la Salonga. L’UE a ainsi accepté la proposition, validée par la signature du contrat le 17 août dernier avec WWF international. Le projet fait suite au Programme agriculture rurale et conservation du complexe Salonga, exécuté de janvier 2017 à décembre 2021 par WWF et ses partenaires.



Le lancement du projet WWF de professionnalisation de la gestion du parc national de la Salonga/DR

Professionnaliser la gestion du parc national de la Salonga en assurant une meilleure participation des communautés riveraines d’ici à 2024 est l’objectif de ce projet. Notons-le, le parc de la Salonga est cogéré par WWF et l’Institut congolais de conservation de la nature (ICCN), dans le cadre de l’opérationnalisation de l’accord de partenariat signé le 7 octobre 2021 sur sa cogestion. Cet accord prévoit quelques actions comme le renforcement des capacités des écogardes, l’amélioration de leurs infrastructures

et leur logistique, la réduction du taux de braconnage. « La mise en œuvre de l’action sur le terrain est assurée par WWF RDC, dans le cadre de l’opérationnalisation de l’accord de partenariat signé avec l’Institut congolais pour la conservation de la nature, le 7 octobre 2021 pour la gestion du parc national de la Salonga. Afin d’assurer une mise en œuvre cohérente, il est nécessaire de consolider notre action sur une vision commune clairement partagée entre les équipes et de mettre

en place une collaboration et une communication efficace », renseigne-t-on.

Directeur du WWF, Martin Kabaluapa a présenté l’accord entre l’ICCN et WWF pour la gestion commune du parc national de la Salonga, conclu en 2015 et renouvelé en 2021. Le représentant de l’UE à cet atelier, dans son speech, a déclaré que la sauvegarde des valeurs du parc national de la Salonga est un défi à relever par tout le monde, et important pour la population autour de ce parc. Le représentant de l’ICCN a salué

le projet, en mettant l’accent sur une vision de travail avec tous les partenariats financiers et techniques, mais dans un partenariat gagnant-gagnant.

Pour sa part, le directeur par intérim de la conservation au WWF-RDC, Pierre Kafando, s’est pour attardé sur les leçons apprises du PARCCS, dont le projet de professionnalisation s’avère être la continuité. « Contrairement au premier cycle de financement de Salonga par l’Union, ce nouveau projet attend rendre disponible les données scientifiques et renforcer les capacités de gestion d’ici à 2024 », a-t-il laissé entendre. Présentant le projet, Julva Lisandela, Fundraising & Partnership manager du WWF, a indiqué que la professionnalisation de la gestion du parc national de la Salonga est axée principalement sur la conservation. Un échange enrichissant a eu lieu après les interventions avec la participation des députés nationaux, parmi lesquels le Pr Jacques Djoli, qui ont plaidé pour la participation des élus locaux et l’annonce de la création prochaine de la Fondation Salonga par Martin Kabaluapa.

Martin Engimo

ENTREPRENEURIAT ET DÉVELOPPEMENT

La huitième édition de Makutano ouverte à Kinshasa

Le forum d’échange d’expériences et d’opportunités d’affaires s’est ouvert le 24 octobre et a connu la participation d’éminentes personnalités du pays et d’ailleurs, sur un thème qui cadre bien avec le programme gouvernemental de développement à la base de cent quarante-cinq territoires.

L’événement a vu défiler tour à tour sur la tribune le Premier ministre, Jean Michel Sama Lukonde; le ministre d’Etat, ministre du Plan, Christian Mwando Simba; le ministre d’Etat, des Infrastructures et Travaux publics, Alexis Gisaro; et le ministre d’Etat, de l’Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo.

Ces membres du gouvernement central ont aisément expliqué, chacun dans son domaine d’intervention, le programme de développement à la base de cent quarante-cinq territoires qui vise à doter le pays des infrastructures modernes et viables pour booster le développement des vingt-six provinces. Faisant partie du panel « Infrastructures : désenclavement des territoires », le mi-



Me Guy Loando Mboyo, ministre d’Etat, ministre de l’Aménagement du territoire/DR

nistre Guy Loando Mboyo a expliqué l’importance du Schéma national d’aménagement du territoire (Snat) pour accompagner le projet de développement à la base de cent quarante-cinq territoires. Il a, par ailleurs, mentionné que la finalisation de ce schéma est conditionnée par la réalisation de deux études dont l’une sur le capital forestier et l’autre sur le potentiel agricole.

Aussi, a-t-il renchéri, en plus du Snat, il y a les plans provinciaux et locaux d’aménagement du territoire qui sont des outils importants devant accompagner le développement du pays. Le ministre de l’Aménagement du territoire n’a pas omis de rappeler que le processus de la réforme de son secteur, lancé depuis

2015, vise à doter le pays des outils de gestion spatiale dont la politique nationale d’aménagement du territoire, le Snat, la loi relative à l’aménagement du territoire et le guide méthodologique pour l’élaboration des plans provinciaux et locaux d’aménagement du territoire.

Le ministre d’Etat Guy Loando Mboyo a salué le pragmatisme qui a toujours guidé l’action du gouvernement de la République sous la coordination de Jean-Michel Sama Lukonde, Premier ministre, inspirée en cela par la vision du Chef de l’Etat, Félix Tshisekedi.

Notons que la clôture de cette huitième édition de Makutano interviendra le 27 octobre, à Mbuji Mayi, au Kasai oriental.

Blandine Lusimana

PRODUITS PÉTROLIERS

Le cabinet Maza met en lumière les chiffres réels

Les auditeurs vont évaluer la structure des prix des produits pétroliers, a-t-on appris. L'objectif est d'harmoniser les points de vue en collectant des informations auprès des sociétés pétrolières. Pour le ministère des Finances publiques, initiateur du recours à un cabinet spécialisé, il est important d'avoir une situation stabilisée qui tiendrait compte du bien général et de l'intérêt des privés.

Le 24 octobre, tous les acteurs-clés de la structure des prix des produits pétroliers en République démocratique du Congo ont participé à une réunion exceptionnelle présidée par le ministre des Finances publiques, Nicolas Kazadi. Doublement concerné par la crise pétrolière, l'argentier national, qui assure aussi l'intérim du ministre de l'Économie, est déterminé à jeter les bases de la transparence dans la collaboration entre le gouvernement et les pétroliers. Pour cette réunion qui intervient à un moment d'incertitude, avec le retour de quelques files d'automobiles dans les stations-service, il a tenu à s'entourer du secrétaire général à l'Économie et des experts du Comité de su-

pervision de la structure et de l'audit.

Un cabinet d'audit à pied d'œuvre

Dans le souci de se conformer aux assignations du Fonds monétaire international et par devoir de clarté, Nicolas Kazadi a sollicité

également à harmoniser les points de vue dans la collecte des informations auprès des sociétés pétrolières. Comme le ministère l'a indiqué clairement, le cabinet fera l'audit de la structure des prix des produits pétroliers afin d'avoir une situation stabilisée qui tien-

présidence du Comité de supervision de la structure et de l'audit ait été confiée à une éminence grise du pays, en l'occurrence le Pr Mabi Mulumba. L'ancien Premier ministre et professeur d'économie a appuyé sans réserve la démarche du ministre Kazadi. « Il a

pétrolières », a-t-il laissé entendre.

Le rapport final devrait être produit au cours des deux prochains mois. Ce travail d'harmonisation tient compte du volume, du prix et du taux de change donné par la Banque centrale du Congo, autant d'éléments majeurs qui interviennent dans la stabilisation du litre à la pompe. Les efforts se poursuivent pour déstresser le secteur après une crise majeure qui a secoué la capitale Kinshasa et quelques grandes villes du pays. Toutefois, il est important de stabiliser la flambée du prix du carburant qui frappe aujourd'hui le monde entier. Pour les pétroliers, l'approche du gouvernement est plutôt intéressante.

Laurent Essolomwa

« Il a fallu faire un audit de la structure des prix des produits pétroliers pour arriver à avoir une structure stabilisée qui tiendrait compte du bien général et de l'intérêt des entreprises pétrolières »

le cabinet d'audit Mazar. Il est question, en premier lieu, de faire la lumière sur les chiffres réels des pertes et autres manques à gagner. En second lieu, le recours à ce cabinet spécialisé vise

droit compte du bien général et de l'intérêt des privés. Dans sa démarche, le ministre des Finances a porté un accent particulier sur l'expertise. En effet, il n'est pas étonnant que la

fallu faire un audit de la structure des prix des produits pétroliers pour arriver à avoir une structure stabilisée qui tiendrait compte du bien général et de l'intérêt des entreprises

ATTEINTE À LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Le journaliste Steve Wembi arrêté

L'association à but non lucratif «Journaliste en action» se dit indignée de l'arrestation, le 24 octobre, d'un de ses membres, le journaliste freelance de New York Times, Steve Wembi. Relevant qu'aucune information n'a été disponible sur le mobile et le lieu de détention de ce professionnel des médias, elle exhorte les autorités compétentes à communiquer sur cette situation et les appelle à rétablir Steve Wembi dans ses droits.

L'association a indiqué dans communiqué que l'épouse du journaliste Wembi ainsi que sa mère, venues s'enquérir de la situation à la commune de la Gombe où ce dernier a été interpellé, ont également été arrêtées puis relâchées par la suite. Elle assure de continuer à suivre cette situation de près jusqu'à l'obtention de la libération de ce journaliste. Des sources indiquent, par ailleurs, qu'un autre journaliste qui serait venu aussi sur le lieu s'enquérir de cette situation a été interpellé par des agents de l'Agence nationale des renseignements qui l'auraient relâché quelques heures après. Dans un cas similaire, Journaliste en danger (JED) alerte qu'Achille Kadima, éditeur et directeur de publication du journal « Africa News », paraissant à Kinshasa, est depuis plusieurs jours l'objet des menaces de mort de la part d'un député national et ancien journaliste, Daniel Safu. Citant Achille Kadima, JED note que « ces menaces de mort font suite au refus de ce dernier de s'associer à la démarche du dé-



Steve Wembi

puté Daniel Safu consistant à extorquer de l'argent au ministre des Affaires foncières, Molendo Sakombi, en échange de l'abandon par le député des attaques dans les médias et d'une menace

de motion de défiance qu'il s'apprêterait à déposer contre lui ». Dans un audio publié le 22 octobre sur les réseaux sociaux, poursuit JED, l'on peut entendre nettement la voix du député Safu



Achille Kadima

disant : « Maintenant, c'est fini, la considération que nous avions pour lui. Moi, je me promène avec une arme, je peux lui cracher au visage, puis l'abattre ». Tout en dénonçant vigoureuse-

ment ces menaces graves, JED encourage le journaliste à saisir les instances compétentes pour que le député auteur de ces menaces réponde de ses déclarations.

Lucien Dianzenza

MUSIQUES URBAINES

Snooty prêt pour de nouvelles aventures

La sortie officielle de mixtape de l'artiste-musicien Snooty a eu lieu le 22 octobre, à l'Espace Tora Bora, au quartier Mayinga dans le 6e arrondissement Ngoyo. La veille du concert, il a animé une conférence de presse au cours de laquelle il a présenté son dernier single « Ah oui yo » et ses perspectives qui s'annoncent prometteuses avec l'agence de communication Corps & am' Event.

Présentant son single, l'artiste-musicien et rappeur Snooty, qui a fait ses premiers pas dans la musique à Dolisie, a rappelé son parcours jonché d'écueils qu'il a su surmonter grâce à la volonté et le travail. C'est un artiste affirmé qui fait aujourd'hui la fierté des musiques urbaines au Congo. Lauréat dans la catégorie rap d'une compétition inter-écoles organisée par une société de téléphonie mobile de la place et sélectionné parmi les vainqueurs de la semaine des Cultures urbaines initiée par l'Institut français du Congo de Pointe-Noire, Snooty a su se démarquer lors de ces deux concours par son style et aussi par le contenu de sa musique, comme l'a témoigné Ame César Sehossolo, coach en atelier d'écriture de l'artiste et responsable de l'agence de communication «corps &am'Event». Aujourd'hui, Snooty excelle dans un style polyvalent pour

être en phase avec l'évolution de la musique «rap», tout en adhérant aux nouvelles formes de ventes de musique avec notamment le streaming sonore. Accompagné de plusieurs autres artistes, comme Myriam Konte, charmante de cœur prototype et biens d'autres, il espère gagner l'admiration de plus de fans, même s'il déplore le désintérêt des gens face à la musique rap.

Qui est Snooty ?

De son vrai nom Makita Goma, il est né le 26 février 1994 à Dolisie. Zeedman à ses débuts et Snooty aujourd'hui, cet artiste musicien congolais, rappeur, chanteur, auteur compositeur est une des étoiles montantes actuelles en musiques urbaines. Il a commencé la musique au sein du groupe Black Killah, dans la capitale de l'or vert, avec des titres comme «Fréquence de rue», Plume anonyme...



Quelque temps après, il sort le single « Boni boyé ko », en compagnie d'une rappeuse à l'époque appelée Nathalie. En 2013, alors qu'il est en classe de terminale, il participe sous

les couleurs du lycée Victor-Sathoud à la compétition inter-écoles organisée par Airtel, Prescom médias et le label Belle rage Music. Il remporte le trophée en catégorie rap avec deux de ses amis. Peu après, il enregistre un maxi single de six titres avec des artistes comme Bob Dughes MC fly... Après son admission au baccalauréat, il va poursuivre ses études à l'Institut de Hemip en logistique. Après la longue pause musicale, il signe son retour avec une mixtape et enregistre le clip du single «Mamacita» en 2020. Les clips de Snooty, déjà disponibles sur quelques chaînes panafricaines, constituent une source de motivation pour l'artiste et son équipe managériale, qui sont à pied d'œuvre pour impulser le nouvel envol à sa carrière dans l'univers des musiques urbaines.

Hervé Brice Mampouya

CAN U23/MAROC 2023

La RDC déclasse l'Algérie à Kinshasa

Les Léopards U23 de la République démocratique du Congo (RDC) ont laminé les Fennecs d'Algérie, le 23 octobre 2022, au stade des Martyrs de la Pentecôte à Kinshasa, sur la marque de quatre buts à un, en match aller du deuxième tour éliminatoire de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de moins de 23 ans prévue en 2023 au Maroc.

Le sélectionneur adjoint des fauves espoirs congolais, Papy Kimoto, promettait des buts à la conférence de presse d'avant-match le samedi en ces termes. « Notre effectif est au grand complet. Tous les joueurs du TP Mazembe sont arrivés. Nous avons également renforcé notre attaque avec d'autres joueurs comme Ikangalombo et Meschac du TPM. Je pense que demain nous allons marquer des buts », indiquait-il. Et il y a eu des buts le dimanche. Gloire Mujaya (3e mi-

dine Bekkouche, attaquant de Levante en Espagne, a sauvé l'honneur des Fennecs à la 85e minute. Notons que les joueurs du coach Raoul Jean Pierre Shungu ont fini la partie en infériorité numérique après l'exclusion d'Helton Kayembe à la 53e minute pour accumulation de deux cartons jaunes. Ce dernier ne disputera donc pas le match retour le 29 octobre à Alger. En cas de qualification, la RDC accédera aux barages de ces éliminatoires avant de compos-



nute), Jonathan Ikangalombo (18e et 20e minutes) et John Bakata (57e minute) ont marqué pour les Léopards Espoirs. Chemsed-

ter en bonne et due forme son ticket pour la phase finale de la CAN au Maroc en 2023.

Martin Engimo

JUDO

Trente-sept femmes officielles techniques actualisent leurs connaissances



Les participantes à la formation et les autorités DR

La Conférence des ministres de la Jeunesse et de Sports de la Francophonie (Confejes) a organisé, du 17 au 23 octobre à Brazzaville, en partenariat avec le bureau exécutif de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécoju-Da), une session de formation des arbitres et officiels techniques féminins de cette structure sportive nationale. En présence des dirigeants du ministère des Sports, du Comité national olympique et sportif congolais ainsi que de la Fécoju-Da, plus d'une trentaine des femmes issues de plusieurs ligues départementales ont participé

aux cours théorique et pratique liés à cette formation. Les participantes ont eu droit aux cours sur l'éthique, la déontologie et les règles d'arbitrage de la fédération internationale ainsi que les nouvelles règles pour le cycle des Jeux olympiques 2022-2024. Elles ont reçu des certificats afin d'officialiser la formation. Selon le président de la Fécoju-Da, Me Neyl Francis Ata Asiokarah, cette activité s'inscrit dans le programme fédéral de former les acteurs pour développer le judo sur toute l'étendue du territoire congolais.

Rude Ngoma

JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA POLIOMYÉLITE

Des tricycles offerts aux personnes à mobilité réduite

A l’occasion de la célébration, le 24 octobre, de la Journée internationale contre la poliomyélite, le Rotary club Pointe-Noire Doyen a remis, deux jours auparavant, plus de trente tricycles aux victimes de cette maladie dont une fille de 9 ans qui va pouvoir, grâce à ce don, poursuivre sa scolarité sans trop de difficultés.

La remise officielle du don a eu lieu à la place du Rotary située au rond-point Tractafric, dans l’arrondissement 1, Emery-Patrice-Lumumba, en présence de Hugues Anicet Balou Macaya, premier secrétaire du Conseil départemental et municipal, représentant la maire de la ville. De vingt tricycles l’année dernière du fait des moyens limités en raison de la covid-19, le Rotary club Doyen est passé à trente-trois tricycles offerts cette année aux personnes vivant avec handicap. Une augmentation favorisée par des fonds qui ont pu être récoltés lors des soirées de gala, a expliqué Frédéric Breyton, président dudit club. Venu de tous les quartiers de la ville, les bénéficiaires, préalablement recensés grâce à la collaboration du Rotary club Doyen avec la direction départementale des Affaires sociales (qui a été représentée à la cérémonie par Paul Urbain Koulibali, chef de bureau réadaptation) et des associations de la place, ont été accueillis par les responsables et membres du Rotary club Doyen. Hugues Anicet Balou Macaya; Frédéric Breyton; Jean-Marc Casanova, responsable communication du Rotary club Doyen; Alain Boumpoutou, responsable



Hugues Macaya Ballou remettant un tricycle à un des bénéficiairesAdiac

Fondation Rotary; Francis Cahoz, trésorier; Jean Baretto, ancien président du Rotary club Doyen; ont, tour à tour, remis les tricycles aux bénéficiaires visiblement heureux. Parmi eux, Sabrina Nzoussi Ngoma, âgée de 9 ans et orpheline de père. Confortablement assise dans son tricycle neuf, un peu timide et le sourire aux lèvres, elle a indiqué : « Je suis contente, je

vais pouvoir aller à l’école sans qu’on me porte au dos ». A côté d’elle, sa mère, Chimène Mboumba, émue, a confié : « Je m’inquiétais beaucoup pour la scolarité de Sabrina. Je suis heureuse, ce don est un véritable soulagement pour elle et pour moi qui devais la porter tous les jours pour aller la déposer à l’école et la reprendre.

Quand j’étais malade ou empêchée, c’était difficile pour elle. Le tricycle va faciliter sa mobilité ». Hortense Mabiala Matondo, une autre bénéficiaire, s’est réjouie de ce que le don reçu va lui permettre de jouir de plus d’autonomie : « Je vais facilement me déplacer. C’est vrai que je n’ai pas encore les moyens nécessaires

mais j’envisage déjà de diversifier mes activités et mes sources de revenus. Je dis merci au Rotary club Doyen d’avoir pensé à nous ». Satisfait du bon déroulement de l’activité, Frédéric Breyton a dit : « Cette action est l’aboutissement d’un travail permanent avec les associations et services sociaux de Pointe-Noire. Nous mettons aussi en avant le partenariat avec d’autres structures ». Quant à Anicet Balou Macaya, il se dit « satisfait de savoir qu’il y a dans la ville des gens qui pensent aux autres ». Notons que la lutte contre la poliomyélite, dans laquelle le Rotary club Doyen est engagé depuis des années, constitue l’une de ses actions phares où il consacre 20 à 25% de son budget. Pour plus d’efficacité et pour apporter un appui à l’autonomisation, le club a mis en place un atelier de mécanique spécialisé en montage de tricycles. Il est dirigé par une femme et fournit, depuis quelques années, la totalité des tricycles qui sont offerts aux personnes à mobilité réduite par le Rotary club Doyen. Outre cela, le club mène aussi des actions pour l’accès à l’eau potable (dons de forages), l’éducation et la santé. Lucie Prisca Condhet N’Zinga

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

EN VENTE

ÉDOUARD LONONGO

RÉPUBLIQUE DU CONGO
RÉFLEXION SUR LA PRATIQUE
PARLEMENTAIRE
AU SÉNAT

Préface de Pierre Ngo

Laurent Tengo

LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS
DANS LES ÉTATS MEMBRES
DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

Boubacar Boris DIOP

MURAMBI
Le livre des ossements

Roman

WINNER of the NEUSTADT PRIZE

Roland BEMBELLY

Code des
Hydrocarbures
du Congo

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI

Le Commandant
Marien Ngouabi
(1938-1977)

Un leader charismatique
et un modèle pour l'Afrique

Préface du Pr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

Paradoxe de
l'agriculture congolaise

Préface de Jean Jacques BOUYA
Ministre de l'Aménagement du territoire
et des Grands Infrastructures

Lazare BABINDAMANA BIZI

LES
PASSERELLES
DANS
LE MONDE
DU TRAVAIL

Roland Bembelly et Annicet Cyriaque Nassy Pratt

Précis de sous-traitance
au Congo

Nouvelle réglementation de la sous-traitance
pétrolière

Rigobert Sabin BANZANI

Le droit de l'urbanisme
au Congo

Stratégies publiques de maîtrise foncière
et pratiques privées

Piacle Moudoukou

PRÉSIDENTS ET MINISTRES
DU CONGO-BRAZZAVILLE
(1958-2021)

INFRASTRUCTURES

Le Premier ministre visite les installations à gaz de la société Aksa Energy Congo

Accompagné de quelques membres du gouvernement et des autorités locales, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a visité le 24 octobre les turbines TG1 et TG2 ainsi que le système à gaz de la société Aksa Energy Congo, basées à la Centrale électrique de Djéno.

Dégageant l'objectif principal de la visite du chef du gouvernement, le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, a expliqué qu'elle rime avec la volonté du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui consiste à mettre à la disposition des Congolais une électricité à bon prix, en quantité et en qualité suffisantes.

« Le Premier ministre est venu s'assurer, sur la base des rapports faits par nous, que cette société est prête à démarrer et est susceptible de fournir 50 mégawatts sur le réseau. Il est venu s'assurer que tout est fin prêt pour que le président de la République livre lui-même dans les prochains jours ces 50 mégawatts de plus aux



Le Premier ministre et sa suite visitant les installations de la société Aksa/Adiac

Congolais. Il faut rappeler que cette unité de production a connu une évolution assez complexe. Quand ce départ

tement m'a été confié, nous avons accéléré le problème de l'approvisionnement en gaz. Les besoins de cette cen-

trale sont de 250 000 BTU, représentant la consommation journalière, en attendant que la société retenue

par le gouvernement en vue d'approvisionner cette centrale en gaz soit opérationnelle. Nous avons retenu que les sociétés Total Energies et ENI Congo approvisionnent ces 250 000 BTU », a-t-il déclaré.

Soulignons que les travaux de réhabilitation et de maintenance sont achevés et la mise en service de l'unité de turbine à gaz n°2 est terminée depuis le 14 mai dernier. Une unité de turbine à gaz a une capacité installée de mégawatts et est prête pour une exploitation commerciale. Les travaux de réhabilitation et de maintenance de la turbine à gaz n°1 et de ses équipements auxiliaires sont actuellement en cours.

Séverin Ibara

SANTÉ

Une journée portes ouvertes à l'hôpital général de Loandjili

L'activité s'est déroulée le 21 octobre dans la salle de réunion de l'hôpital de Loandjili sur le thème : « Les voies d'amélioration de la qualité des soins et de services des urgences à l'hôpital général de Loandjili de Pointe-Noire » en présence de Gilbert Mokoki, ministre de la Santé et de la Population.

La journée portes ouvertes, a indiqué le ministre de la Santé et de la Population, entre dans le droit chemin du renforcement des soins au niveau des hôpitaux de la République. Il

de la Santé et de la Population ainsi que ses partenaires. « J'attends du présent atelier les conclusions, recommandations et résolutions réalistes avec un engagement de

tous en vue de changer positivement l'image des hôpitaux congolais. L'hôpital général de Loandjili ne représente qu'un point de réflexion et le terrain d'expérimentation

sur la recherche des voies d'amélioration de la qualité de la prise en charge des cas urgents dans les hôpitaux de la République », a déclaré Gilbert Mokoki.

Le ministre a ajouté: « Les résultats de vos échanges doivent parvenir à la direction générale des soins et services de santé qui les consigneront dans un livret constituant ainsi les normes et directives imposables à tous les hôpitaux du pays. Je vous rappelle le constat fait par les usagers, auquel vous allez trouver les voies d'amélioration au cours de cet atelier; à savoir le manque de moyen de transport médicalisé et humanisé entre les formations sanitaires de différents niveaux, ... Les examens médicaux les plus

élémentaires sont réalisés hors des hôpitaux et loin des services des urgences, les services d'urgence ne sont animés que par des médecins internes en plein apprentissage... ».

Pour le Dr Lucien Alexis Manga, représentant de l'Organisation mondiale de la santé au Congo, chaque structure sanitaire du pays devrait se servir de l'exemple de cet hôpital général en vue de mieux gérer les services d'urgence.

Quant à Régine Ngoma, coordinatrice des organisations de la société civile de Pointe-Noire, elle a rappelé que la qualité de plusieurs maillons des gestes utilisés par des agents de santé en vue d'offrir des soins est la première action profitable pour les malades. « Nous voulons que des malades qui viennent pour recevoir des soins de qualité trouvent dans cet hôpital des agents de santé avec des comportements dignes de leur profession », a-t-elle fait savoir.

Séverin Ibara



Photo de famille après l'ouverture des travaux/Adiac

s'agit, a-t-il dit, d'une activité importante dans la mesure où elle intègre les grandes interventions de la réforme hospitalière initiées par le ministère

« Nous voulons que des malades qui viennent pour recevoir des soins de qualité trouvent dans cet hôpital des agents de santé avec des comportements dignes de leur profession »

MANIFESTE DE BRAZZAVILLE

Les Congolais s'en souviennent

Le 27 octobre 1940, dans le «Manifeste de Brazzaville», le général De Gaulle créait le Conseil de défense de l'Empire, un pouvoir nouveau qui assura la charge de diriger l'effort français dans la guerre. L'historien et écrivain Hopiel Ebiatsa revient sur les péripéties de ce manifeste.

Capitale de la France libre, haut lieu de la Résistance africaine contre l'occupation de la France par l'Allemagne nazie, beau rôle historique et grand destin aurait-on pu dire pour cette cité du cœur de l'Afrique noire fondée, il y a 142 ans par Pierre Savorgnan De Brazza, écrit Hopiel Ebiatsa. C'est, en effet, à Brazzaville que le 7 septembre 1940, trois mois seulement après l'appel du Général De Gaulle lancé de Londres, que le colonel De Larminat créait pour la première fois la flamme nationale, emblème du combat mené par les forces de la France libre qui, quelques années plus tard, allaient dévorer les espoirs nazis. A ce moment dans l'hexagone, les voix s'étaient tues. « *La France, la vraie, n'y était plus. Elle était ailleurs, là-bas dans Brazzaville, cette localité d'un petit pays d'Afrique centrale que nous ne saurons décrire si ce n'est qu'une ville humaine qui parle au cœur*

avant qu'à l'esprit, une ville où l'on n'arrivait pas mais d'où l'on partait », explique Hopiel Ebiatsa. L'écrivain indique que c'est aussi Brazzaville qui, après l'appel du 18 juin 1940, eut l'insigne honneur de permettre au général De Gaulle de parler au monde. Une plaque de bronze le rappelle encore, rue Lamothe, à l'endroit de l'ancien immeuble où débuta «Radio-Brazzaville», en 1935. On peut y lire : « *Hommes de toutes conditions, respectez ce modeste lieu. C'est ici que le plus grand des Français, Charles de Gaulle, fit ses premières émissions sur le sol de la France libre* ». C'est toujours à Brazzaville que, comme pour répondre à la sinistre poignée de main du 22 octobre 1940 à Montoire par laquelle la France courbait l'échine et souscrivait à l'abominable, que le 26 octobre, le général De Gaulle, dans un discours nourri, appelait les Français libres,



Français de Brazzaville, les peuples indigènes fidèles à la France, à faire bloc pour la guerre..., indique l'écrivain historien. Ainsi donc, le 27 octobre, dans le « Manifeste de Brazzaville », il créait le Conseil de défense de l'Empire, un pouvoir nouveau qui assura la charge de diriger l'effort français dans la guerre. Ce jour et à cette heure-là, les troupes africaines de Brazzaville se doutaient-elles de la fabuleuse aventure qui les porterait depuis les rives du Stanley-Pool sur le fleuve Congo, par le Tibesti, Mourzouk et Koufra, jusqu'aux rives méditerranéennes ? « *C'est pour ces dizaines voire ces centaines de milliers de soldats*

africains mobilisés, dont nombreux tomberont au front sur les terres de la France occupée, offrant leur vie sur les plages de Provence et sur le sol de bien de villes de France, c'est en hommage à leur courage et à leur dévotion que nous avons choisi de parler de cette ville qui a donné à la Résistance une assise territoriale où devait prendre corps l'idée de poursuivre la guerre contre l'Allemagne. Loin d'être seulement connue pour ses récurrentes turpitudes politiques, Brazzaville est, il faut oser le dire, l'écrire et aussi l'enseigner, un livre dans lequel ont été écrites les plus belles pages de l'histoire

Le général De Gaulle à Brazzaville en 1940/DR de la libération. Car, ces hommes qui quittaient les terres ralliées d'Afrique étaient des hommes porteurs d'espoir; des hommes destinés à affranchir la Mère-patrie de la servitude nazie et à restaurer sa grandeur », a fait savoir l'historien et écrivain Hopiel Ebiatsa. Avant d'ajouter qu'aujourd'hui, les Brazzavilloises et les Brazzavillois n'ont pas oublié. Entre Goma Tsé-Tsé et la Djiri, au cours d'une conversation, une voix s'élève et quelqu'un dit : « *Vous souvenez-vous, quand Brazzaville était la capitale de la France libre et que De Gaulle était venu...?* ». Bruno Okokana

ELIMINATOIRES CAN U-23

Les Diables rouges se maintiennent dans la course

Vainqueurs 1-0 de la première manche du deuxième tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) face aux Espoirs tunisiens, les Diables rouges des moins de 23 ans vont devoir encore batailler fort, le 30 octobre à Tunis, pour assurer leur qualification au troisième et dernier tour qualificatif à la phase finale.

La CAN des moins de 23 ans permettrait de sélectionner les trois représentants africains qui participeront aux Jeux Olympiques de Paris en 2024. Les éliminatoires constituent la première étape. Exempté du premier tour, le Congo n'a pas fait le plein de confiance, le 23 octobre au stade Alphonse-Massemba-Débat. Les hommes de Cyrille Donga se sont contentés de l'essentiel face aux Aigles de Carthage en s'imposant grâce à un but inscrit dès la première minute par Deo Gracias Bassinga, d'un geste acrobatique. De la première à la quatre-vingt dixième minute, le score aurait été différent si les attaquants congolais n'ont pas été approximatifs sur le dernier geste. Dans un match où les tirs cadrés ne se comptaient que du bout des doigts, Elias Imed Damergy, le portier tunisien, s'est montré décisif comme en témoigne le coup franc de Borel Tomandzoto à la 81e mn et la frappe d'Exaucé Sagesse Nzaou qui prenait la direction des buts à la 85e mn. En face, la Tunisie avait aussi du répondant. Sébastien Tounekti a loupé une balle d'égalisation avant la mi-temps sur un tir qui traversait la ligne de buts mais qu'il n'a pas pu redresser. Giscard Mavoungou, le gardien congolais, s'est employé dans le temps additionnel pour mettre Farouk Mimouni en échec. « *Ils ont marqué à la première mi-*



nute. Cela a bousculé nos plans. Nous aurons pu faire match nul. Mais il faut aussi reconnaître que le Congo aurait pu doubler la mise. Sa victoire n'est pas volée. J'espère qu'on va se racheter à Tunis. Je vous promets qu'il y aura un bon match entre les deux équipes et on fera tout pour se qualifier à domicile », a commenté Maher Kenzarile, sélectionneur de la Tunisie. Avec toutes les difficultés liées à la préparation, le sélectionneur du Congo ne

retient que du positif. Les Aigles de Carthage, a-t-il expliqué, ont bénéficié d'une mise au vert de deux mois à Nice, en France, alors que les Diables rouges se contentaient d'une modeste préparation à la maison avec pour sparring partners l'As Otohô, Etoile du Congo et la Jeunesse sportive de Talangai. Pour des problèmes administratifs, plus dix de ses joueurs qui avaient débuté la préparation pendant un mois n'ont pas pu disputer la rencontre, y

compris Guy Carel Mbenza appelé en renfort. Ils ont été remplacés à une semaine du match par de nouveaux joueurs. L'équilibre du groupe a pris un coup. « *La Confédération africaine de football nous a signifié que les enfants qui sont nés en 2000 ne pouvaient pas jouer. Seuls ceux qui sont nés à partir du 1er janvier 2001 étaient éligibles. J'ai dû enlever plus de dix joueurs. L'objectif était de gagner et nous sortons sa-*

tisfaits parce qu'on l'a fait. On va se préparer pour créer la sensation à Tunis. Ce n'est pas impossible. Il va falloir batailler fort pour que nous puissions arracher la qualification en terre tunisienne », a déclaré Cyrille Donga. Le sélectionneur des Diables rouges des moins de 23 ans n'est pas au bout de ses peines. Lors de la phase retour, il sera privé sans nul doute des joueurs des Diables noirs avec lesquels il a bâti son ossature. Les Diables noirs, en effet, seront reçus le 2 novembre aux Seychelles par La Passe en match aller du tour de cadrage. En cas de victoire, les Diablotins accèderont à la phase de poules. « *Aurai-je tous les joueurs à ma disposition puisque nous jouons le 30 octobre à Tunis et les Diables noirs le 2 novembre ? Ce sont les mêmes joueurs des Diables noirs qui font l'ossature de cette équipe* », s'est-il interrogé. Mais, qu'à cela ne tienne, Cyrille Donga reste confiant quant aux chances de qualification de ses poulains. « *Il faut se mettre au travail et apporter une touche afin que l'équipe puisse être performante dans certains secteurs de jeu qui n'ont pas tourné rond...L'impossible n'est pas Congolais. L'essentiel est que nous nous convergions tous vers la même direction* », a-t-il souhaité. James Golden Eloué

Exaucé Nzaou surveillé par deux joueurs tunisiens/Adiac